



# loisirs...

avec Yannick Urrien



## Littérature

### Les Traîtres.

**J**On ne présente plus Ivan Rioufol, éditorialiste au Figaro, invité sur de nombreux plateaux de télévision et connu pour ne pas manier la langue de bois. L'essayiste publie un nouveau livre au titre décapant : « Les Traîtres ». Selon lui, « à la source du malheur français, il y a des traîtres français qui portent des prénoms français. Cela fait quarante ans et plus qu'ils abusent de la confiance des électeurs, mentent sur les réalités de la société, saccagent la nation fragile. Faudrait-il se résoudre à regarder la France se désintégrer, sans que les vandales soient inquiétés ? »

Ivan Rioufol, que nous avons rencontré, souligne que « ce titre vient en écho du livre qui avait été écrit en 1927 par Julien Benda, « La Trahison des clercs », qui dénonçait ceux des élites qui s'étaient mis à soutenir le nationalisme par idéologie. Mon propos est qu'il faudrait redécouvrir, paradoxalement, ce qu'est une souveraineté, une nation et un peuple. Ceux que j'ai appelés « les traîtres » sont ceux qui ont abandonné la nation, le peuple et la souveraineté. Les Gilets jaunes ont été l'élément qui nous a fait comprendre qu'il y avait un vrai malaise existentiel dans la société et qu'il fallait soutenir ce mouvement, même s'il s'est essouffé ». Il semble faire remonter ce début de trahison des élites à Jacques Chirac : « On a appris, en lisant les confidences de l'un de ses conseillers, qu'il a dit un jour n'avoir jamais été de droite. Or, les électeurs qui ont voté Jacques Chirac - et j'en fus - étaient persuadés à l'époque que c'était un homme de droite ! Donc, c'est un homme qui a singulièrement menti et trahi la confiance des gens. Mais je fais remonter cette trahison des élites aux années 60-70, lorsque la France s'est ouverte à la mondialisation, par nécessité d'abord, puis par conviction, avec des pressions idéologiques, ayant décrété que le peuple n'avait plus de raison d'être et qu'il devait se diluer dans un grand mélange. C'est cette aberration, cette idéologie perverse - au prétexte de refuser les nationalismes qui avaient été rejetés par Benda - qui nous fait penser aujourd'hui qu'il est préférable, afin d'éviter les guerres, d'aller vers plus d'ouverture à l'autre. Ces traîtres ne cessent de répéter que le nationalisme c'est la guerre, en oubliant qu'aujourd'hui c'est le multiculturalisme qui est la guerre. Je ne dis pas qu'il faut s'armer pour défendre frénétiquement un nationalisme qui a en effet amené à des conflits, mais il me paraît judicieux de se réveiller de cet état de léthargie qui est le nôtre depuis maintenant 50 ans et qui nous fait croire que nous avons fait notre temps et que l'on doit laisser la place à plus intéressant que nous ».

Cependant, pour préciser les choses, il ne dénonce pas un ennemi à abattre puisqu'il cite un célèbre entretien du roi Hassan II avec Anne Sinclair en écrivant que bien des Marocains, Algériens, Tunisiens et autres ont prouvé qu'ils pouvaient être « de bons Français » en vivant simplement leur religion dans l'intimité : « La caricature est facile pour dire de ceux qui réclament le retour à l'identité nationale - ce que je réclame en effet - qu'ils aimeraient rejeter à la mer tous ceux qui ont rejoint la France et qui ne s'y sentent pas heureux. S'il y a des gens qui veulent vivre leur islam rigoriste, ils peuvent très bien aller le vivre ailleurs ! Je les invite à quitter la France. Mais il y a beaucoup de musulmans français qui montrent d'une manière très pragmatique qu'ils peuvent s'intégrer à la France. Ils doivent le faire en acceptant ce principe qui veut que la religion se vit dans

l'intimité des consciences et des foyers. C'est une exigence qui avait été imposée par Napoléon aux juifs en 1807, mais c'est une exigence que les hommes politiques n'osent plus formuler face à la communauté musulmane, par crainte d'être accusés d'islamophobie. Je persiste à penser que l'islam politique pose un réel problème et je ne suis pas dans l'angélisme. Mais avec les cinq grands piliers de l'islam que sont le jeûne, la prière, le pèlerinage, la profession de foi et l'aumône, on peut très bien vivre dans une démocratie et une république laïque en les appliquant d'une manière intime. Ces cinq piliers sont compatibles avec nos principes. Ce qui n'est pas compatible, c'est de faire en sorte que le religieux prenne le pas sur le politique et, au nom du respect des différences, qu'on en vienne à imposer la loi de Dieu face à la loi du peuple. Cette contradiction n'a pas été levée et je reproche à Emmanuel Macron le fait qu'il tarde à émettre la moindre exigence face à cet islam politique que je dénonce. Il s'implante dans les cités en les poussant à une sorte de rébellion permanente. Tout cela peut déboucher un jour sur une guerre civile... »

Il présente quelques éléments d'identification de ces traîtres : leur point commun, c'est le mépris du peuple de la rue, des ouvriers aux artisans, en passant par les commerçants et les patrons de PME : « J'ai été très intéressé par le mouvement des Gilets jaunes, dès le départ, parce que je me suis toujours appuyé sur les sentiments de cette France silencieuse. J'ai toujours pensé que les vérités étaient dites au cœur de cette France et qu'elle n'arrivait pas, à travers les médias, à retrouver l'écho de ce qu'elle vivait, ni les craintes qu'elle pouvait formuler dans son intimité. C'est un mouvement que j'ai prévu. Quand il est survenu, je suis allé au cœur des foules à Paris. Je suis entré en contact avec ce peuple qui a été décrit par le président de la République lui-même comme étant une foule haineuse dans laquelle il disait avoir vu des antisémites, des racistes, des homophobes... En réalité, je n'étais entouré que de braves gens ! Je me suis dit que ce déchainement de haine, face à un peuple qui ne demandait simplement qu'à apparaître sur les écrans radars des dirigeants, était très révélateur du mépris profond dans lequel les élites - singulièrement celles de la Macronie - tenaient le peuple constitutif de la France. Ces Gilets jaunes ont jeté les masques. Ils ont fait apparaître ce qu'était ce pouvoir confisqué par une caste qui ne voulait pas entendre parler d'un peuple désirant renaitre et ayant la prétention de s'imposer dans une démocratie ouverte. À partir de cette constatation qui m'a horrifié, en voyant que les Français des villes ne voulaient pas rejoindre les Français des champs, je me suis rendu compte qu'il y avait un véritable problème démocratique et qu'il fallait choisir son camp. Mon camp a été celui des premiers Gilets jaunes. Non pas ceux qui ont été récupérés par l'extrême gauche, mais ces braves gens qui travaillaient. À travers eux, il y a un combat à mener aujourd'hui pour rétablir une démocratie française ». Selon lui, « les Gilets jaunes « canal historique », c'est cette classe moyenne qui travaille, cette France silencieuse, cette France périphérique, qui représente 60 % de la démographie et qui n'apparaît pas dans les discours politiques. C'est une France qui n'arrive pas à rejoindre les deux bouts, car elle est victime de cette priorité politique qui a été accordée aux minorités et qui fait que l'ensemble des subventions et des redistributions va aux banlieues au détriment des zones rurales. J'ai vu dans cette révolution la révolte d'un peuple humilié et qui dénonçait cette injustice d'avoir été oublié au point que la nouvelle France a été vue comme prioritaire par les gouvernants.

Pour moi, ces gens n'étaient pas des gauchistes et des adeptes de la lutte des classes. Au contraire, j'ai vu une révolte des enracinés face aux déracinés. D'ailleurs, dans cette révolte des malheureux, les banlieues ne les ont pas rejoints parce qu'elles font partie des déracinés. Les banlieues s'adaptent très bien à la mondialisation. Les Gilets jaunes que j'ai défendus sont les vaincus de la mondialisation ».

Ivan Rioufol s'insurge également contre le délit d'opinion qui gagne chaque jour du terrain dans l'indifférence de ceux qui s'accommodent d'une recrudescence de la censure en démocratie : « Il y a une terrible régression que nous vivons dans une sorte d'indifférence générale ! Le discours de la Macronie est de stigmatiser les régimes illibéraux, en désignant les gouvernements de l'Europe de l'Est. Mais nous vivons dans un régime illibéral ! J'en fais les démonstrations, notamment sur l'indépendance de la justice qui, de mon point de vue, est de moins en moins indépendante, et la liberté d'expression, qui est très régulièrement remise en question par la volonté même d'Emmanuel Macron. La liberté d'expression - bien avant lui - a été mise sous surveillance par une série de législations liberticides. Mais Macron a aggravé cet état avec la loi Avia, la loi sur les fake-news, le rôle supplémentaire donné au Conseil supérieur de l'audiovisuel, ou l'institution d'un comité déontologique de la presse... Vous avez toute une série d'initiatives qui visent à mettre sous surveillance les réseaux sociaux, qui sont devenus la caisse de résonance de toute la nouvelle opposition. Ce sont ces réseaux sociaux qui ont alimenté la révolte des Gilets jaunes et ce sont ces réseaux sociaux qui font que la parole officielle n'arrive plus à s'imposer. Nous vivons sous une macrocature, une démocratie ! Ce n'est pas naturellement une dictature, mais ce n'est plus une démocratie. La macrocature est gérée au bénéfice du président de la République, de son ego très envahissant et de sa quête de pouvoir personnel. Je trouve que c'est très dangereux. C'est une dérive autoritaire que l'on voit apparaître par la violence des pouvoirs politiques face aux Gilets jaunes. Elle démontre l'intolérance du gouvernement face à toute parole dissidente, à partir du moment où elle vient de ce peuple dont il a été décidé qu'il devait se taire parce qu'il avait tort ».

Enfin, il n'est pas tendre avec le pape François qu'il désigne comme « un macronien qui s'ignore... » : « Il est assez révélateur d'un progressisme qui ne correspond plus à l'air du temps. Naturellement, c'est un progressisme qui s'applique à la religion mais - si vous lisez bien les discours du pape François - il reprend très exactement les discours du progressisme macronien : c'est-à-dire qu'il faut s'ouvrir à l'autre, que la mondialisation doit être accompagnée par tous les éléments d'accueil que l'on peut avoir et que l'immigré est le Christ lui-même qui frappe à nos portes... Les chrétiens méritent moins d'intérêt que les peuples d'ailleurs, et singulièrement les musulmans. À plusieurs reprises, le pape a fait comprendre qu'il soutenait davantage les musulmans, en tout cas dans son attitude de charité, que les peuples chrétiens désemparés, y compris des pays européens. Lui-même alimente ce discours culpabilisant qui fait en sorte que nous devenons un peuple désarmé et vulnérable ».

« Les Traîtres » d'Ivan Rioufol est publié aux Éditions Pierre Guillaume de Roux.

